

La Banque mondiale et le FMI tâchent de sortir de leurs crises respectives et n'avancent toujours pas en matière de la lutte contre la pauvreté .

Alors que s'achèvent aujourd'hui les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, Oxfam International dénonce le **manque de résultats et de plans d'action concrets** des institutions de Bretton Woods en termes de lutte contre la pauvreté.

Si la **Banque mondiale** semble reprise en main depuis l'arrivée de Robert Zoellick, suite au bilan catastrophique de son prédécesseur Paul Wolfowitz parti avec fracas au printemps dernier, elle doit cependant faire face à des défis considérables :

- **la reconstitution des fonds de l'Association internationale de développement (AID)** : Robert Zoellick souhaite faire appel à des financements privés pour renflouer les caisses de la Banque mondiale. Or, selon Oxfam International, l'implication du secteur privé dans la reconstitution des fonds de l'AID pose de graves questions.

"La Banque mondiale est **une institution publique qui doit rendre des comptes aux citoyens, pas aux actionnaires d'entreprises**", explique Sébastien Fourmy, en charge du suivi des institutions financières internationales à Oxfam France – Agir ici et porte-parole d'Oxfam International aux assemblées annuelles.

- **l'amélioration de l'utilisation des fonds de l'AID** : si Zoellick doit conduire les pays donateurs à renouveler les fonds de l'AID, il doit en priorité s'assurer que ces fonds viendront bel et bien appuyer les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté au lieu de constituer **un prétexte pour imposer des conditionnalités en matière de libéralisation** et de contrôle des dépenses budgétaires.
- **la réparation de nombreuses années de négligence** à l'égard des populations pauvres qui dépendent de l'agriculture : Oxfam International salue le fait que le rapport de la Banque mondiale souligne la **contribution vitale de l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté**, mais rappelle que l'institution a longtemps insisté pour que les pays pauvres libéralisent leurs secteurs agricoles avant que l'aide ne leur soit versée, ce qui a laissé des millions de paysans sans assistance face à des marchés orientés en faveur des riches pays exportateurs.

Le **Fonds monétaire international (FMI)** traverse quant à lui la plus importante crise qu'il ait jamais connue. Rodrigo de Rato, directeur général du Fonds jusqu'à fin octobre 2007, laisse derrière lui un bilan très faible. Dominique Strauss-Kahn, son successeur, s'apprête à reprendre les rennes d'**une institution à bout de souffle en proie à une triple crise** :

- crise de légitimité (la représentation des pays du Sud au sein du FMI constitue dorénavant une priorité) ;
- crise de vocation (le FMI doit redéfinir son rôle dans les pays pauvres) ;
- crise financière (le budget du FMI est déficitaire !).

Dominique Strauss-Kahn est donc très attendu, dès sa nomination officielle le 1^{er} novembre prochain, sur les promesses formulées avant sa désignation comme prochain directeur général du

FMI. Il lui incombe désormais de sauver l'institution d'une marginalisation croissante, illustrée aujourd'hui par la multiplication des alternatives au FMI pour les pays émergents (ex. initiative de Chiang-Maï avec la création d'un fonds de solidarité asiatique).

"Face à une crise croissante de crédibilité et d'identité, et devant la pression venant des pays émergents, **le FMI a reconnu lui-même la nécessité de réformer son fonctionnement**", rappelle Sébastien Fourmy. "Pour cela, un simple rééquilibrage des quotes-parts tel qu'envisagé actuellement ne suffira pas. Dominique Strauss-Kahn devra s'attaquer prioritairement à deux problèmes : le **poids des pays européens** au Conseil d'administration et le **veto dont disposent les Etats-Unis**, seul pays à disposer d'un nombre de droits de vote suffisant pour bloquer les décisions les plus importantes."

CONTACTS PRESSE:

A WASHINGTON : Sébastien Fourmy (Oxfam France – Agir ici), porte parole francophone d'Oxfam International aux Assemblées annuelles des IFI / **+1 202 390 51 69**

A PARIS : Aldine Furio (Oxfam France – Agir ici), relations médias / **+33 686 92 93 30**